

Le NPA condamne la violente répression des « chemises rouges » à Bangkok

mardi 13 avril 2010, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 11 avril 2010).

Depuis un mois, les « chemises rouges » manifestent à Bangkok pour réclamer la justice sociale et le rétablissement de la démocratie. En réponse, le gouvernement d'Abhisit Vejjajiva, soutenu par les militaires, les élites bureaucratiques et la monarchie a choisi d'utiliser la force. Sous pression de sa base électorale conservatrice, Abhisit a instauré l'État d'urgence à Bangkok et dans les provinces avoisinantes. Des mandats d'arrêts contre les principaux dirigeants des « chemises rouges » ont été issus et le gouvernement a fait fermer la « chaîne de télévision du peuple (PTV) » très populaire parmi les « chemises rouges » ainsi qu'une trentaine de sites internet indépendants, qui ne relayaient pas la propagande gouvernementale. Justifiant ces mesures par sa volonté de « stopper la diffusion d'informations déformées », Abhisit n'a fait qu'attiser la colère des manifestants qui ont pris d'assaut le siège de Thaicom afin de rouvrir le signal d'émission de PTV.

Ces restrictions n'ont en rien entamé la détermination des opposants au gouvernement qui étaient encore plusieurs dizaines de milliers vendredi et samedi dans les rues de Bangkok à réclamer la démission d'Abhisit et la tenue d'élections législatives anticipées.

Samedi, les militaires ont féroce réprimé les manifestants désarmés, tirant dans certains cas à balles réelles selon de nombreux observateurs. Plus de 20 morts et 800 blessés sont recensés, la plupart parmi « les chemises rouges ». Ce bilan est le pire qu'ait connu la Thaïlande depuis le coup d'État de 1992.

Le gouvernement actuel est illégitime. A à la suite du renversement successif de trois gouvernements élus démocratiquement, par un coup d'État militaire et deux coups d'État judiciaires, il a été mis en place par les forces armées. Les vieilles élites ne valident le résultat des urnes que s'il leur est favorable. En réprimant violemment les manifestants, elles cherchent à maintenir coûte que coûte le pouvoir entre leurs mains. Elles n'acceptent pas les évolutions de la société et les aspirations à la démocratie de la majorité, pour la plupart des travailleurs, des paysans et des pauvres.

La répression des manifestants à Bangkok n'apportera aucune solution à la crise politique actuelle qui perdure depuis 2006. Une réelle solution passe par la démission immédiate d'Abhisit qui a du sang sur les mains et la convocation de nouvelles élections législatives. Abhisit et le parti démocrate doivent accepter de se soumettre au verdict des urnes.

Ni loi martiale ni état d'urgence ni coup d'État ! Un terme doit être mis à la répression, à la censure des médias et à la négation des libertés démocratiques. Le droit d'organisation, d'association, de grève et de manifestation doit être respecté.

Le NPA est aux côtés des travailleurs, paysans et pauvres de Thaïlande. Il soutient leur combat légitime pour la justice sociale et la démocratie dans ce moment critique pour la démocratie thaïlandaise.

Le 11 avril 2010

